

PLF 2014

finances Solidaires

Un budget sans autre ambition que la régression sociale !



Le projet de loi de finances pour 2014 a été adopté par le gouvernement. **Il est clairement porteur d'une nouvelle aggravation des inégalités sociales** que creuseront les mesures fiscales (+ 9,5 milliards) et un plan inégalé de nouvelles économies budgétaires (14,8 milliards). Ces sommes sont à rapprocher des 60 à 80 milliards d'euros de fraude fiscale dont une large part provient de la fraude à l'impôt sur les sociétés. Car, ces sommes énormes contribuent chaque année au manque à gagner en matière des recettes fiscales pour élaborer le budget de l'Etat.

Non, ce budget n'est pas un budget orienté vers l'emploi et le pouvoir d'achat comme le gouvernement cherche à le « vendre » à tout prix à l'opinion publique !

Non seulement ce budget n'a pas d'ambition sociale mais il accentue la régression sociale !

Un budget à l'écoute des entreprises, sourd aux attentes des ménages

Ainsi, un ensemble de mesures vont peser lourdement sur le pouvoir d'achat des ménages, en particulier les plus modestes :

- hausse des taux de la TVA au 1er janvier 2014,
- baisse du plafonnement du quotient familial et suppression de la réduction d'impôt pour frais de scolarité,
- fiscalisation de la majoration de 10% du montant de la retraite pour avoir élevé au moins 3 enfants,,
- économies prévues sur le budget de la santé ou sur celui de l'hôpital public,
- réduction des lignes budgétaires au titre de la prime d'apprentissage ou des aides personnalisées au logement,
- hausse des cotisations retraites et revalorisation reportée du 1er avril au 1er octobre.

En contrepartie, les entreprises bénéficieront du dispositif abondé du crédit d'impôt « compétitivité ». Or, ce dispositif ne sera pas plus créateur d'emplois que ne l'ont été depuis 1993 les mesures d'allègement d'impôts ou de cotisations sociales qui se sont accumulées en réalité au profit des seuls actionnaires. Dans le même temps, le pouvoir d'achat des ménages est en régression et le travail le dimanche ou de nuit est la seule solution proposée par le patronat à certains salariés précaires pour compléter leur revenu...

En contrepartie, le service public continuera à être étranglé par la contrainte budgétaire sous couvert d'une Modernisation de l'Action Publique dont les premières victimes sont les citoyens et les usagers.

En 2014, démentant la promesse du président Hollande d'une stabilité globale des emplois, les ministères et administrations non prioritaires continueront à perdre des emplois utiles à la cohésion sociale, et l'ensemble de la fonction publique d'Etat verra son effectif diminuer de 2 144 postes. Cette nouvelle promesse non tenue, synonyme de **repli de l'action publique**, a pour conséquence fâcheuse qu'un certain nombre de contribuables finissent par douter de l'utilité de l'impôt.

.../...

30 septembre 2013

Solidaires Finances, BOITE 29 - 80 Rue de Montreuil 75011 PARIS - Tél. 01.44.64.64.44 - Fax 01.43.48.96.16 - www.solidairesfinances.fr - solidairesfinances@solidairesfinances.fr



Bercy étranglé

Les ministères économique et financier paieront à nouveau un lourd tribut avec 2564 emplois supprimés. Le gouvernement ignore donc superbement tous les risques liés à la réduction des contrôles effectués au profit de la collectivité par les administrations dépendantes de Bercy.

Il fait fi de l'affaire de la viande de cheval, de l'ampleur de la fraude fiscale, de l'affaire « Cahuzac », du contrôle des dépenses publiques et du soutien aux collectivités territoriales en matière de gestion publique, des échanges internationaux qui s'accroissent et s'intensifient, du contrôle et de la protection face aux dangers industriels. Il nie également l'importance d'une statistique publique indépendante et la nécessité du maintien d'une administration centrale au service de l'ensemble des missions ministérielles.

Solidaires Finances dénonce ce projet de budget irresponsable qui pèsera sur les ménages tout en réduisant les moyens de l'action publique, en particulier pour celles et ceux qui dans notre société, de plus en plus nombreux, sont fragilisés.

Notre fédération revendique au contraire des moyens humains, matériels et juridiques pour les missions économiques, financières, fiscales, statistiques, économiques, sanitaires et douanières de Bercy, à la hauteur des enjeux d'une société SOLIDAIRE.

